

Sans-papiers visés

samedi 16 décembre 2006, par [SIEGLMANN Emmanuel](#) (Date de rédaction antérieure : 14 décembre 2006).

Le gouvernement tient à placer les fantasmes anti-immigrés au centre de la campagne électorale. Sarkozy a ainsi proposé la création d'un ministère de l'Immigration « *à la tête de toutes les administrations responsables de ce dossier* » et même un « *traité international sur les migrations* », avec une agence mondiale, sorte d'OMC gérant les migrants.

Le 5 décembre, pendant que Sarkozy déversait sa démagogie sécuritaire en vendant aux députés sa loi de prévention de la délinquance, Villepin claironnait devant un « *comité interministériel de contrôle de l'immigration* » que le nombre de titres de séjour délivrés par les préfectures en 2005 a baissé de 2,57 %. Quelle exaltante « rupture » ! Les autorisations de séjour avaient augmenté de 21 % à la fin de la gauche plurielle, entre 2000 et 2002, et encore de 6 % entre 2002 et 2004. *Le Figaro* salue ce « *premier coup de frein à l'immigration régulière* » qui frappe particulièrement les « *titres délivrés pour des raisons familiales (mariages, regroupement familial)* », les étudiants et les demandeurs d'asile.

Et encore : la deuxième réforme Sarkozy du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda), celle de juillet 2006, n'a pas encore produit ses effets. Le décret d'application des derniers durcissements des conditions du regroupement familial vient de paraître, le 10 décembre. Les centres pour les études en France (CEF) ont fait leur tri sélectif à l'encontre des étudiants étrangers dans six ambassades. Villepin promet d'étendre les CEF à 40 nouveaux pays. En 2006, le nombre de demandes d'asile a chuté de 34 % : c'est le résultat des « listes de pays sûrs » et des délais drastiques.

Question : que vont devenir ces déboutés en tout genre toujours plus nombreux, conjoints de Français traqués, enfants entrés en dehors du regroupement familial, étudiants non choisis, réfugiés placés dans l'impossibilité de demander l'asile, etc. ? Comme nécessité fait loi, ils ne vont pas retourner dans leur pays d'origine. Ils vont grossir les rangs des sans-papiers, des précaires les plus vulnérables et exploitables. Les lois Villepin et Sarkozy n'ont pas d'autre objectif. Il est plus que temps de les virer et d'abroger les lois anti-immigrés.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2185 du 14 décembre 2006.